Revue Française d'Économie et de Gestion
ISSN : 2728- 0128
Volume 7 : Numéro 11

Effets de l'instabilité politique et des conflits sur le commerce international : Cas des pays membres de la ZLECAF

Effects of political instability and conflicts on international trade: The case of AfCFTA member countries

ZINGAN Bruno
Université Gaston Berger de Saint-Louis du Sénégal
Unité de Formation et de la Recherche des Sciences Économiques et de Gestion.
Laboratoire de recherche en économie de Saint-Louis (LARES)
ORCID: 0009-0006-9003-0298

KHOULE Talla
Université Gaston Berger de Saint-Louis du Sénégal
Unité de Formation et de la Recherche des Sciences Économiques et de Gestion.
Laboratoire de recherche en économie de Saint-Louis (LARES)
ORCID : 0009-0008-1366-6828

SAMBOU Ousmane
Université Gaston Berger de Saint-Louis du Sénégal
Unité de Formation et de la Recherche des Sciences Économiques et de Gestion.
Laboratoire de recherche en économie de Saint-Louis (LARES)
ORCID: 0009-0006-7455-5676

Date de soumission : 30/07/2026

Date d'acceptation : 29/10/2026

Pour citer cet article :

ZINGAN. B. & al. (2026) « Effets de l'instabilité politique et des conflits sur le commerce international : Cas des pays membres de la ZLECAF », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 7 : Numéro 11 » pp : 68-90.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License

Résumé

L'objectif de cet article est d'analyser les effets de l'instabilité politique et des conflits sur le commerce international. Afin de prendre en compte l'effet retardé du commerce international, la méthode des moments généralisés en système est appliquée sur un modèle de panel dynamique pour un échantillon de 50 pays membres de la ZLECAf couvrant la période de 2002 à 2023. Les résultats révèlent que l'instabilité politique et les conflits affectent à la fois le commerce intra-africain et le commerce international. À propos du commerce intra-africain, l'instabilité politique affecte négativement les exportations intra-africaines, ce qui n'est pas le cas des effets des conflits sur les importations intra-africaines. Au sujet du commerce international global africain, l'instabilité politique et les conflits influencent négativement les exportations et les importations de biens et de services. De plus, la croissance du PIB par habitant et le niveau de vulnérabilité économique affectent de façon positive le commerce intra-africain et international. Par ailleurs, l'application des lois et des règlements est favorable au commerce intra-africain, mais elle affecte négativement le commerce international. En termes d'implications de politique économique, nos résultats suggèrent que des mesures allant dans le sens de l'instauration d'un climat de stabilité politique dans un cadre apaisé favorisent l'essor du commerce international.

Mots-clés : instabilité politique ; conflits ; commerce international ; ZLECAF ; GMM en système.

Abstract

The objective of this article is to analyze the effects of political instability and conflict on international trade. To account for the lagged effects of international trade, the generalized system of moments method is applied to a dynamic panel model for a sample of 50 AfCFTA member countries covering the period from 2002 to 2023. The results reveal that political instability and conflicts affect both intra-African trade and international trade. With regard to intra-African trade, political instability has a negative effect on intra-African exports, whereas conflicts do not have a negative effect on intra-African imports. With regard to Africa's overall international trade, political instability and conflicts negatively influence exports and imports of goods and services. Furthermore, per capita GDP growth and the level of economic vulnerability have a positive effect on both intra-African and international trade. Furthermore, the enforcement of laws and regulations is conducive to intra-African trade but negatively affects international trade. In terms of economic policy implications, our results suggest that measures aimed at establishing a climate of political stability within a peaceful environment promote the growth of international trade.

Keywords: political instability; conflict; international trade; AFCFTA; System GMM.

Introduction

La violence politique, les soulèvements populaires, la recrudescence des coups d'État et les conflits sont des caractéristiques endémiques de certains pays en développement. Plusieurs pays d'Afrique sont concernés par cette situation de vulnérabilité liée à l'instabilité politique et aux conflits (Strauss et Taylor, 2012 ; Animashaun, 2020). Entre 1950 et 2021, sur les 491 coups d'État recensés dans le monde, au moins 220, dont 109 réussis et 111 échoués,[1] se sont produits en Afrique, soit près de 45 % des coups d'état. Les derniers coups d'État militaires sur le continent africain remontent aux 26 novembre 2025 et 7 décembre 2025 et se sont produits respectivement en Guinée-Bissau[2] et au Bénin.

Par ailleurs, d'après Strauss et Taylor (2012), 58 % des élections en Afrique subsaharienne entre 1990 et 2007 ont occasionné une certaine forme de violence. En général, l'instabilité politique résulte d'une combinaison de facteurs sociaux, politiques, culturels et économiques. En ce qui concerne les causes des violences électorales, elles s'expliquent par la politisation de l'accès à la terre, la marginalisation ethnique, la violence soutenue par l'État et le chômage des jeunes (Animashaun, 2020). En plus des pertes en vie humaines, des pertes financières et des destructions d'infrastructures qu'elles engendrent, l'instabilité politique et les conflits peuvent perturber considérablement les échanges commerciaux (Collier, 2007).

Alors que les États africains visent, par la mise en œuvre de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf), à accroître leurs échanges commerciaux, compte tenu du faible niveau de ces échanges. D'après la Banque Africaine de Développement (BAD, 2023), le commerce intra-africain ne représente qu'en moyenne 18 % des échanges commerciaux des pays africains en 2023. En revanche, en Europe et en Asie[3], il avoisine respectivement 68 % et 59 %. De façon factuelle, de 2000 à 2020, les exportations intra-africaines (en % du total des exportations) et les importations intra-africaines (en % du total des importations) se sont établies en moyenne respectivement autour de 14,36 % et de 14,31 %, contre 44,21 % et 54,71 % pour la Chine (DDAF, 2022). Ce constat est analogue à l'échelle des communautés économiques africaines. Par exemple, sur la même période, les exportations (en % du total des exportations) et les importations (en % du total des importations) de la CEDEAO s'étaient établies respectivement en moyenne à 15,86 % et à 13,79 % contre respectivement 63,05 % et

[1] Base de base données de Powell et Thyne (Coup d'État Dataset)

[2] Press Release: African Union Commission Chairperson Unequivocally Condemns the Military Coup d'Etat in Guinea Bissau-African Union - Peace and Security Department (consulté le 27 novembre 2025)

[3] Rapport sur le développement économique en Afrique 2019 : Made in Africa - les règles d'origine, un tremplin pour le commerce intra-africain (publication des Nations Unies, 2019).

59,57 % pour l'OCDE. Cette faiblesse du commerce intra-africain est également observée au sein du commerce international africain. Notamment, la part du commerce international africain (entre les pays africains et le reste du monde) dans le commerce mondial demeure insuffisante.

Ce bref état du commerce international des pays africains nous amène à nous poser la question suivante : Quels facteurs expliqueraient ce faible niveau du commerce international des pays africains ? Dans la littérature consacrée au commerce international africain, plusieurs facteurs ont été mis en évidence. Il s'agit notamment de l'importance des barrières géographiques, de l'état des infrastructures matérielles et immatérielles (Limão et Venables, 2001 et Coulibaly et Fontagné, 2006), du statut colonial (De Sousa et Lochard, 2012), de l'absence de coopération entre les États (Avom, 2007), du commerce informel transfrontalier (Agbodji, 2007) et du manque d'harmonisation des politiques économiques (Geda et Kebret, 2008).

À ces facteurs peuvent s'ajouter la corruption, le manque de diversification, l'instabilité macroéconomique, la structure tarifaire, le manque de compétitivité, le climat des affaires défavorable, la mauvaise gouvernance, les barrières douanières et le non-respect des accords commerciaux. Bien qu'ils aient été examinés (Collier, 1999 ; Fosu, 2002 ; Collier et al., 2003 ; Rohner, 2018 ; Fankem, 2018), les effets de l'instabilité politique et des conflits sur le commerce international des pays africains ont suscité un regain d'intérêt limité. Néanmoins, il est démontré que l'instabilité politique et les conflits affectent le commerce international (Pollins, 1989 ; Morrow et Tressa, 1998 ; Collier, 2007 ; Glick et Taylor, 2010 ; Guillochon et al., 2020).

À l'instar de Blomberg et Hess (2004) et de Martin et al. (2008), Fosu (2003) a observé que l'instabilité politique exerce un effet négatif sur les performances à l'exportation dans 30 pays de l'Afrique subsaharienne sur la période de 1967 à 1986. Plus précisément, Blomberg et Hess (2004) ont analysé l'impact de diverses formes de violence (la guerre et le terrorisme) sur le commerce, tandis que Martin et al. (2008) se sont consacrés aux effets des conflits militaires sur le commerce. En revanche, Morrow et al. (1998) et Mansfield et Pevehouse (2000) ont constaté que les effets de l'instabilité politique sur le commerce ne sont pas statistiquement significatifs. Au regard de cette littérature controversée et de l'aggravation de l'instabilité politique et des conflits en Afrique, nous nous interrogeons sur les effets de l'instabilité politique et des conflits sur le commerce international dans le contexte des pays africains. Cette problématique trouve tout son intérêt dans le cas précis de la ZLECAf.

Ainsi, l'objectif de cet article est d'analyser les effets de l'instabilité politique et des conflits sur le commerce intra-africain et sur le commerce international global des États membres de la ZLECAf au cours de la période 2002-2023. Nous partons de l'hypothèse selon laquelle l'instabilité politique et les conflits affectent non seulement de façon négative le commerce intra-africain des États membres de la ZLECAf, mais également le commerce international global.

La contribution de cet article est attendue à plusieurs niveaux. Premièrement, si de nombreuses études portant sur les effets de l'instabilité politique et des conflits sur la dynamique de la croissance économique et des investissements directs étrangers sont largement explorés, leurs effets sur le commerce international dans le contexte de la ZLECAf ont été néanmoins peu étudiés dans la littérature. Ce qui justifie donc la poursuite des recherches dans ce cadre. Cet article apporte une valeur ajoutée à la revue existante.

Deuxièmement, récemment, les pays africains ont multiplié entre eux les accords commerciaux régionaux afin de stimuler les échanges entre eux. Les objectifs et les missions de ces accords sont divers. Ils englobent notamment des zones de libre-échange, des unions douanières, des marchés communs, des unions économiques et monétaires. Il en existe actuellement une trentaine sur le continent ; c'est le cas de la ZLECAf. Cette dernière projette non seulement de créer un marché continental unique pour les biens et les services, mais aussi de garantir la libre circulation des personnes. La ZLECAf s'attaque précisément aux questions de tarification douanière. Cependant, les tarifs douaniers ne constituent pas à eux seuls le principal obstacle au commerce intra-africain. Par ailleurs, les facteurs explicatifs du faible commerce intra-africain évoqués plus haut peuvent être fortement affectés par l'instabilité politique et par les conflits. À ce titre, cet article vise à apporter aux décideurs politiques une compréhension des liens complexes entre l'instabilité politique, les conflits et le commerce international dans le contexte des pays membres de la ZLECAf. Par conséquent, il met en exergue le défi que représentent l'instabilité politique et les conflits au sein des États membres pour l'essor du commerce intra-africain, comme l'ambitionne la ZLECAf.

Troisièmement, l'intérêt de cet article réside dans le choix méthodologique ainsi que dans les résultats obtenus. Ainsi, l'estimateur des moments généralisés en système (GMMS) s'avère efficace en raison des gains de précision. En termes de résultats, nous avons observé que l'instabilité politique et les conflits affectent négativement à la fois le commerce intra-africain et le commerce international global des pays africains.

Le reste de l'article est organisé en trois sections. La première section présente successivement une revue de la littérature sur les effets de l'instabilité politique et des conflits sur le commerce international. La méthodologie est détaillée dans la deuxième section à travers la spécification du modèle empirique, la méthode d'estimation et la description des variables utilisées. La troisième section est consacrée à la présentation et à la discussion des résultats. Après quelques éléments de synthèse, la conclusion contient quelques implications de politique économique.

1. Revue de la littérature

1.1. Revue théorique

Les enseignements issus de l'histoire des faits économiques stipulent que les conflits entre pays peuvent perturber de façon considérable leur activité économique, et en particulier leurs échanges commerciaux (Glick et Taylor, 2010). Si les modèles classiques du commerce international (Smith, Ricardo, Heckscher-Ohlin-Samuelson) n'ont pas pu intégrer directement les conflits et l'instabilité politique, leurs extensions récentes ont permis de mettre en relief les frictions liées à l'incertitude, aux risques et aux coûts de transaction. Sur ce, les canaux par lesquels l'instabilité politique et les conflits engendrent ces frictions sont multiples (Fosu, 2003 ; Collier et al., 2003 ; Rohner, 2018 ; Fankem, 2018), notamment les suivants : la destruction des infrastructures physiques et humaines, la perturbation de l'ordre social, le détournement des fonds publics, l'insuffisance de l'épargne à la suite des pertes de revenus et la fuite des capitaux (Collier, 1999).

En effet, le modèle gravitationnel du commerce international élaboré par Tinbergen en 1962 (Leibenstein, 1966 et Anderson et Van, 2003) avance que les échanges entre les pays sont positivement corrélés à leur taille économique et négativement à leur coût de transaction. Selon ces auteurs, l'instabilité politique et les conflits ont tendance à augmenter les coûts de transaction en raison du risque de transport, de la dégradation des infrastructures, de l'insécurité juridique et de l'instabilité des devises. Abordant une approche basée sur la théorie du risque et du comportement des firmes, des auteurs tels que Helpman et al. (2008) ont démontré que, face à l'incertitude, les firmes réagissent différemment en réduisant ou en réorientant leurs flux commerciaux. Dans ce contexte, l'instabilité politique réduit les incitations à importer ou à exporter, spécialement pour les produits à forte valeur ajoutée ou à la chaîne logistique complexe. Quant aux conflits internes, c'est-à-dire les guerres civiles et les insurrections, ils engendrent un certain nombre de conséquences telles que la fragmentation des marchés internes, la désorganisation de la production et la diminution de la capacité d'exportation des pays.

Pour sa part, North (1990) affirme que la qualité des institutions (l'État de droit, la sécurité et la prévisibilité des politiques) constitue un fondement du commerce international. Par conséquent, les conflits fragilisent ces institutions en provoquant une désorganisation des marchés. Abordant le cas des effets de débordement régionaux sur le commerce international, Collier et Hoeffler (1998) démontrent que la présence de conflits dans un pays donné peut affecter directement les pays voisins par le biais de la fermeture des voies commerciales, des migrations forcées ou de la propagation de l'instabilité. Cela entraîne un effet perturbateur sur les flux commerciaux régionaux.

Dans le même sillage, certains auteurs tels que Collier et al. (2003), Rohner et al. (2013), Rohner (2018) et Fankem (2018) estiment que l'instabilité politique et les conflits sont des facteurs qui compromettent le commerce international. Selon Collier et al. (2003), la guerre civile influence négativement l'activité économique en détruisant non seulement les infrastructures et le capital physique, mais surtout en engendrant une réorientation des ressources publiques vers des secteurs improductifs.

Par ailleurs, une autre théorie relative aux guerres civiles et aux économies de guerre montre que les conflits internes s'autoalimentent par le contrôle des ressources commerciales (Collier et Hoeffler, 1998). Trois idées en défaveur du commerce international peuvent émaner de cette théorie. D'abord, les régimes instables adoptent parfois des politiques commerciales protectionnistes, souvent de manière populiste ou opportuniste, ce qui contribue à réduire sensiblement l'ouverture commerciale. Ensuite, l'instabilité et les conflits peuvent pousser à la création de barrières non tarifaires via la fermeture des frontières, l'interruption des chaînes logistiques, la hausse des primes d'assurance et l'insécurité juridique. Enfin, les conflits peuvent restreindre la capacité de production, détruire les infrastructures de transport et de logistique et conduire à une pénurie de biens exportables.

D'après la théorie des conflits de Rohner et al. (2013), la persistance des conflits est expliquée par la dynamique endogène de la confiance et du commerce interethnique. Puisque le commerce s'appuie sur le duo de la confiance et de la coopération, toute situation qui dégrade ce duo nuit au commerce.

1.2. Revue empirique

Cette revue empirique est scindée en deux parties. La première est consacrée aux effets de l'instabilité politique sur le commerce international, tandis que la seconde aborde les effets des conflits sur le commerce international.

1.2.1. Instabilité politique et commerce international

S'agissant de leurs avantages pour un pays, Cukierman et al. (1992) affirment que le commerce international contribue à la paix et à la stabilité des pays en stimulant leur développement économique. Toutefois, selon Bachir et al. (2013), l'instabilité politique peut entraver le déroulement harmonieux du commerce en influençant directement les revenus et les coûts ou les prix. Plusieurs études ont été faites pour analyser l'impact de l'instabilité politique sur le commerce international avec des résultats parfois mitigés. D'un côté, l'instabilité compromet significativement le commerce international des pays (Guillochon et al., 2020). De l'autre côté, l'instabilité politique peut apparaître sans impact significatif sur le commerce international (Mansfield et Pevehouse, 2000).

Dans ces cas, Qadri et Qureshi (2020) ont montré, en s'appuyant sur un modèle autorégressif à retards échelonnés (ARDL) sur les données du Pakistan sur la période de 1976 à 2016, que l'instabilité politique entrave le commerce international du pays sur le long terme. Principalement, elle exerce des effets négatifs et significatifs sur les exportations et sur les importations. Cependant, à court terme, ces effets sont demeurés non significatifs. En considérant le même pays que Qadri et Qureshi (2020), mais dont les données couvrent la période de 1991 à 2010, Hashim et Khan (2015) ont souligné, grâce à l'analyse de régression et à l'analyse de la variance, l'existence d'une corrélation négative entre l'instabilité politique et les exportations. Certaines études se sont appuyées sur les données de panel. Par exemple, Oh et Reuveny (2010) ont constaté que les risques politiques tendent à réduire le commerce bilatéral des pays. Pour parvenir à ce constat, les auteurs ont opté pour l'estimation des moindres carrés ordinaires et de l'estimateur Huber-White appliqués à un panel de 116 pays sur la période de 1985 à 2013.

De plus, sur un panel de 127 pays en développement, Bussmann et Schneider (2007) ont montré que l'instabilité politique réduit le commerce de manière indirecte, et ce, par les canaux des institutions et des incitations à investir. Pour leur part, Feng et al. (2001) ont prouvé dans une étude portant sur un panel de pays en développement que l'instabilité politique tendrait à rendre les politiques commerciales incohérentes, ce qui réduirait l'attractivité des partenaires commerciaux. Concernant les pays d'Afrique, Balassa (1990) a souligné que les politiques d'incitation ont eu un effet dissuasif majeur sur les exportations dans un grand nombre de pays africains.

Dans le même esprit, Svedberg (1991) a soutenu que la structure des exportations ainsi que les facteurs internes et externes sont des déterminants importants de la performance des

exportations des pays africains. Pour Fankem (2018), l'un de ces facteurs serait le niveau de la démocratie. En effet, il a examiné l'impact de la démocratie dans les pays d'Afrique centrale sur leur commerce bilatéral à l'aide d'un modèle gravitationnel, et a remarqué que le commerce bilatéral de ces pays est fonction du niveau de leur démocratie.

En considérant un échantillon plus large, en l'occurrence les pays membres du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) et les pays africains, Mansour et Abida (2022) ont estimé un modèle gravitationnel et ont constaté que les facteurs tels que les relations culturelles, coloniales et géographiques sont déterminants. Les études microéconomiques sur la problématique du commerce international sont rares. Toutefois, en adoptant une approche microéconomique, Kapri (2019) exploite des données provenant des entreprises de l'Asie du Sud pour étudier l'impact de l'instabilité politique sur leur décision d'exporter en faisant appel au modèle probit. Les résultats montrent que l'instabilité politique accroît la probabilité qu'une nouvelle entreprise pénètre sur le marché international.

1.2.2. Conflits et commerce international

Par le biais d'une analyse sur des données de panel concernant les pays ayant connu des guerres civiles entre 1945 et 2001, Martin et al. (2008) ont observé à l'aide d'un modèle gravitationnel une relation négative et significative entre la guerre civile et le commerce bilatéral des pays. En effet, la guerre civile réduit le commerce bilatéral d'environ 30 %. De même, les auteurs ont souligné la persistance de ces effets négatifs et durables. En considérant un échantillon de 177 pays sur la période de 1968 à 1999, Blomberg et Hess (2004), de leur côté, étaient parvenus pareillement à une relation négative entre la violence et les flux commerciaux. En particulier, les effets négatifs des conflits sont plus élevés que ceux de certaines crises économiques. En effet, les auteurs ont avancé que la présence du terrorisme combinée à des conflits internes et externes entraînerait un droit de douane pouvant atteindre 30 % des échanges. De plus, le caractère persistant des effets des conflits sur le commerce tel qu'évoqué par Martin et al. (2008) a également été mis en évidence par Glick et Taylor (2010). Ces derniers ont analysé les effets de la guerre sur le commerce bilatéral à l'aide d'un modèle gravitationnel sur des données de panel de 217 pays, belligérants et neutres, couvrant la période de 1948 à 1997. Ils ont observé que la guerre a un impact important de l'ordre de 20 à 40 % non seulement sur le commerce, mais également sur le revenu national et le bien-être. De plus, cet impact est persistant jusqu'à 10 ans, en ce sens que, même après la fin des conflits, les échanges commerciaux n'ont pas pu retrouver leur niveau d'avant-guerre, ce qui exacerbe les coûts totaux de la guerre. Par ailleurs, Glick et Taylor (2010) ont montré que les

coûts directs des conflits affectent le commerce international tant chez les belligérants que chez les parties neutres. Ce qui signifie que les guerres ou les conflits génèrent une importante externalité négative à travers la destruction des échanges commerciaux.

Pour De Sousa et Lochard (2012), les conflits armés réduisent significativement le commerce intrarégional dans les pays du Moyen-Orient et admettent quelquefois des effets asymétriques selon les produits. En appliquant une analyse spatiale des conflits dans les pays africains, Berman et al. (2017) ont démontré que les conflits réduisent les exportations des pays de 12 à 25 % selon leur intensité. Aussi, les auteurs révèlent-ils que les corridors commerciaux se trouvent fortement perturbés. De leur côté, Collier et Hoeffler (1998), dans une modélisation des externalités des conflits dans les pays d'Afrique, ont trouvé que les conflits génèrent des externalités négatives sur les pays voisins, réduisant ainsi leur performance économique et leurs flux commerciaux.

2. Méthodologie et analyse des données

2.1. Spécification du modèle et méthode d'estimation

Les études antérieures souffrent de quelques défauts de conception du commerce international africain et de la prise en compte de l'instabilité politique et des conflits. En particulier, la plupart de ces études ne prennent pas en compte la possibilité que l'instabilité politique ou les conflits puissent être retardés ainsi que leurs effets contemporains sur le commerce. Notamment, si la fin des conflits résout les différends, le commerce pourra reprendre, mais avec quelques retards. En effet, compte tenu des conséquences que peuvent engendrer l'instabilité politique et les conflits (destruction des capacités de production, fragilisation des relations culturelles, fermeture des frontières), l'exploitation des opportunités commerciales pourrait prendre un certain temps. Par ailleurs, si la menace des conflits ou de l'instabilité politique persiste, la reprise du commerce pourra prendre plus de temps que prévu. Ainsi, même avec le retour à la stabilité, le commerce peut rester ralenti pendant plusieurs années en raison des coûts, des inconvénients de la reconstruction, des tensions diplomatiques, de la mise à jour des réglementations non-tarifaires ou de l'application des normes douanières et de la restauration de la confiance dans le commerce. Ce potentiel effet retardé que l'instabilité politique et des conflits entraînent sur le commerce international mérite d'être pris en compte empiriquement pour comprendre la dynamique du commerce international africain. De ce fait, nous avons opté pour un modèle de panel dynamique qui nous offre la possibilité non seulement de capter l'effet retardé du commerce international assujetti à l'instabilité politique et aux conflits, mais également de pallier les problèmes économétriques tels que la causalité

inverse, le biais de simultanéité et les variables omises. Inspiré de Qadri et Qureshi (2020), notre modèle de base prend la forme suivante :

$$COM_{i,t} = \alpha_1 COM_{i,t-1} + \alpha_2 INSPVT_{i,t} + \alpha_3 CONFL_{i,t} + \alpha_4 VE_{i,t} + \beta_{i,t} \sum_{i\to1}^{50} E_{i,t} + \mu_{i,t} + \varepsilon_{i,t} \quad (1)$$

De façon spécifique, le commerce intra-africain désigne les exportations et les importations (en pourcentage de leur poids total dans le monde) vers les pays du même continent (Afrique) et les exportations et importations de biens et services d'un pays africain avec le reste du monde. De façon désagrégée, les modèles s'écrivent comme suivent :

$$EXPOR_Intr_{i,t} = \alpha_1 EXPOR_Intr_{i,t-1} + \alpha_2 INSPVT_{i,t} + \alpha_3 CONFL_{i,t} + \alpha_4 VE_{i,t} + \beta_{i,t} \sum_{i\to1}^{50} E_{i,t} + \mu_{i,t} + \varepsilon_{i,t} \quad (2)$$

$$IMPOR_Intr_{i,t} = \alpha_1 IMPOR_Intr_{i,t-1} + \alpha_2 INSPVT_{i,t} + \alpha_3 CONFL_{i,t} + \alpha_4 VE_{i,t} + \beta_{i,t} \sum_{i\to1}^{50} E_{i,t} + \mu_{i,t} + \varepsilon_{i,t} \quad (3)$$

$$EXPOR\ B\&S_{i,t} = \alpha_1 EXPOR\ B\&S_{i,t-1} + \alpha_2 INSPVT_{i,t} + \alpha_3 CONFL_{i,t} + \alpha_4 VE_{i,t} + \beta_{i,t} \sum_{i\to1}^{50} E_{i,t} + \mu_{i,t} + \varepsilon_{i,t} \quad (4)$$

$$IMPOR\ B\&S_{i,t} = \alpha_1 IMPOR\ B\&S_{i,t-1} + \alpha_2 INSPVT_{i,t} + \alpha_3 CONFL_{i,t} + \alpha_4 VE_{i,t} + \beta_{i,t} \sum_{i\to1}^{50} E_{i,t} + \mu_{i,t} + \varepsilon_{i,t} \quad (5)$$

Dans les équations (2) et (3), $EXPOR_Intr_{i,t}$ et $IMPOR_Intr_{i,t}$ désignent respectivement les exportations (en % du total des exportations) et les importations (en % du total des importations) vers les pays du même continent (Afrique) du pays *i* à la date *t*. Alors que dans les équations (4) et (5), $EXPOR\ B\&S_{i,t}$ et $IMPOR\ B\&S_{i,t}$ représentent respectivement les exportations en biens et services (en % du PIB) et les importations en biens et services (en % du PIB) du pays *i* (pays africain) avec le reste du monde. $INSPVT$ (exprimé en %) représente l'instabilité politique et la violence terroriste, tandis que $CONFL$ est un proxy (exprimé en indice) qui prend en compte le nombre de victimes ou de déplacés liés aux conflits armés (non terroristes). VE est l'indice de vulnérabilité économique au moment où E est un vecteur de variables de contrôle composé du taux d'inflation et du taux de croissance du PIB par habitant (exprimé en pourcentage). En outre, μ et ε sont respectivement les effets fixes invariants dans le temps et le terme d'erreur stochastique. Enfin, les paramètres a_i et β_i traduisent respectivement les magnitudes des effets des variables d'intérêt et du vecteur E sur le commerce intra-africain et sur le commerce international.

Afin de mener notre analyse empirique en données de panel, différentes méthodes d'estimation sont envisageables. Cependant, compte tenu de l'hétérogénéité inhérente aux pays constituant notre échantillon, la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) présente

des biais. En plus, les résultats obtenus avec les modèles à effets fixes ou aléatoires fournissent certes un meilleur ajustement par rapport à ceux obtenus avec les MCO. Néanmoins, ces derniers apparaissent inefficaces vu la présence de variables retardées dans le modèle même avec un grand nombre d'observations (Nickell 1981).

Dans le but de surmonter ces limites, la méthode des moments généralisés (MMG) nous semble plus adaptée. Pour cette dernière, il existe deux types à savoir : l'estimateur MMG en différence et l'estimateur MMG en système. À cet égard, Blundell et Bond (1998), en testant la méthode du MMG en système à l'aide des simulations de Monte Carlo, ont pu établir que cet estimateur est plus efficient que celui en différence. Par rapport au MMG en différence, celui-ci renforce l'identification lorsque les séries sont persistantes, améliorant la consistance et l'efficacité des estimateurs.

Dès lors, l'estimateur MMG en système est utilisé dans le cadre de notre travail. En effet, le MMG en système combine à la fois les équations en différence et en niveau, ce qui réduit les problèmes d'instruments faibles et améliore par conséquent la précision des estimations. Ainsi, il est robuste aux problèmes d'autocorrélation, d'hétéroscédasticité et aux spécifications dynamiques complexes. En plus, le MMG en système traduit un positionnement plutôt positiviste où l'on cherche à tester empiriquement des relations causales à partir de données observées. Afin de s'assurer de sa validité, deux tests lui seront associés. Le premier est le test de sur-identification de Sargan qui permet de vérifier la validité des variables retardées comme instruments dans le modèle, c'est-à-dire l'existence ou non de corrélation entre les instruments et le terme d'erreur. L'absence de corrélation rend valide les instruments dans le modèle. Le deuxième test est celui d'autocorrélation d'Arellano-Bond où l'hypothèse nulle est l'absence d'autocorrélation de second ordre des erreurs de l'équation en différence. Pour ce dernier, l'absence d'autocorrélation d'ordre AR(2) rend valide le modèle. Dans le modèle, l'utilisation des variables retardées comme instruments diffère selon la nature des variables explicatives. En effet, pour les variables exogènes, leurs valeurs retardées d'au moins une période sont utilisées comme instruments et pour les variables endogènes, seules leurs variables retardées d'au moins deux périodes peuvent être des instruments valides.

2.2. Présentation et analyse descriptive des variables

Dans le but de tenir compte des avancées structurelles de ces pays en termes de commerce international et d'éliminer tout biais d'imputation, notre analyse est effectuée sur un panel couvrant 50 pays sur les 55 États membres de l'Union Africaine qui ont ratifié ou qui ont signé l'accord pour devenir officiellement membres à part entière de la ZLECAF (OFE,

2024). De même, ce choix a été contraint par la disponibilité de séries clés continues sur la période allant de 2002 à 2023. Par ailleurs, nous avons retenu deux groupes de variables afin de prendre en compte de façon exhaustive la dimension du commerce international africain. D'une part, le commerce intra-africain est appréhendé par les exportations (en % du total des exportations) vers les pays du même continent et les importations (en % du total des importations) en provenance des pays du même continent. Elles sont extraites de l'annexe statistique du rapport annuel sur les Dynamiques du Développement en Afrique (DDAF). D'autre part, nous avons capté le commerce international global (les pays africains et le reste du monde) par les exportations de biens et services (en % du PIB) et les importations de biens et services (en % du PIB). Ces dernières sont tirées de la base de données de la Banque Mondiale.

Pour prendre en compte le degré de stabilité politique sur le continent africain, la littérature empirique offre plusieurs options. Cependant, en raison de l'indisponibilité de certaines des données, la Banque Mondiale propose une batterie d'indicateurs de gouvernance qui est souvent utilisée dans la littérature empirique. Ainsi, la variable instabilité politique et la violence terroriste (INSPVT) est obtenue en prenant la borne supérieure de l'échelle (100) à laquelle on soustrait la valeur courante de la variable stabilité politique & absence de violence terroriste. Cette dernière est utilisée afin de capter la perception de la probabilité d'instabilité politique & violence à motivation politique y compris le terrorisme. Celle-ci, traduisant la manifestation de plusieurs facteurs pris de façon simultanée, recouvres en son sein deux réalités distinctes, à savoir les changements de pouvoir politique par la violence et les changements réguliers dans le respect des formes légales. Nous avons retenu par ailleurs la variable application des lois et des règlements (RULLAW). Ces variables sont calculées en pourcentage, où une valeur élevée proche de 100 correspond à une stabilité politique et 0 traduit une instabilité politique.

En outre, la variable conflits (CONFL) est un proxy qui traduit le nombre de victimes et/ou de déplacés de conflits armés non liés au terrorisme. C'est un indice qui mesure la part de la population représentant les victimes de catastrophes naturelles. Quant à la vulnérabilité économique (VE), cet indice présente deux sous-composantes, à savoir la fréquence ou l'ampleur des chocs et l'exposition à ces derniers. Les deux indicateurs (les conflits et la vulnérabilité économique) sont des indices normalisés sur une échelle de 0 à 100, et sont liés positivement à l'ampleur des conflits et à la vulnérabilité (plus l'indice est proche de 100, plus l'ampleur des conflits et la vulnérabilité sont importantes). Ils proviennent des données du

Comité des politiques de développement des Nations Unies. Malgré les critiques portant sur leur mode de calcul (poids accordé à leurs différentes composantes), ces deux indicateurs demeurent une référence sur le plan international.

Les résultats du Tableau 1 révèlent que le degré de stabilité politique sur le continent africain est caractérisé par une instabilité qui se traduit par un score avec un signe négatif. En effet, les pays du continent africain enregistrent en moyenne, sur la période de 2002 à 2023, un score moyen de -0,61, soit 8,84 du niveau de leur stabilité politique. Cette situation traduit un niveau d'instabilité politique accru sur le continent, faisant croître ainsi le risque d'effondrement des gouvernements. Nonobstant, ce bilan d'instabilité politique est cependant loin d'être uniforme pour tous les pays africains. Sur le plan individuel, si certains pays à l'instar du Cap-Vert, de la Namibie, de São Tomé-et-Principe et des Seychelles ont enregistré des scores positifs sur toute la période, les autres pays se situent dans la partie inférieure caractérisée par une forte instabilité politique.

S'agissant de la variable conflit, les résultats indiquent que l'indice moyen est de 46,49, avec un écart-type de 27,72. Cela révèle un nombre important de déplacés sur le continent africain liés généralement aux conflits, mais accompagnés d'importantes disparités entre les pays. Dans cette perspective, certains pays à l'instar du Lesotho, de Djibouti, de l'Éthiopie, du Kenya, du Burundi, du Burkina, du Tchad, entre autres, ont enregistré des scores supérieurs à la moyenne du continent. Pour la vulnérabilité économique, les résultats révèlent que l'indice moyen dans notre échantillon sur la période est autour de 37,72 ; ce qui explique le classement de l'essentiel des économies du continent dans la catégorie des pays présentant un niveau de vulnérabilité économique très élevé. Ce niveau important de vulnérabilité constaté dans le contexte des pays en développement, en Afrique en particulier, trouve en général son explication dans les instabilités occasionnées par de nombreux facteurs liés aux chocs.

Tableau N°1 : Statistiques descriptives des variables

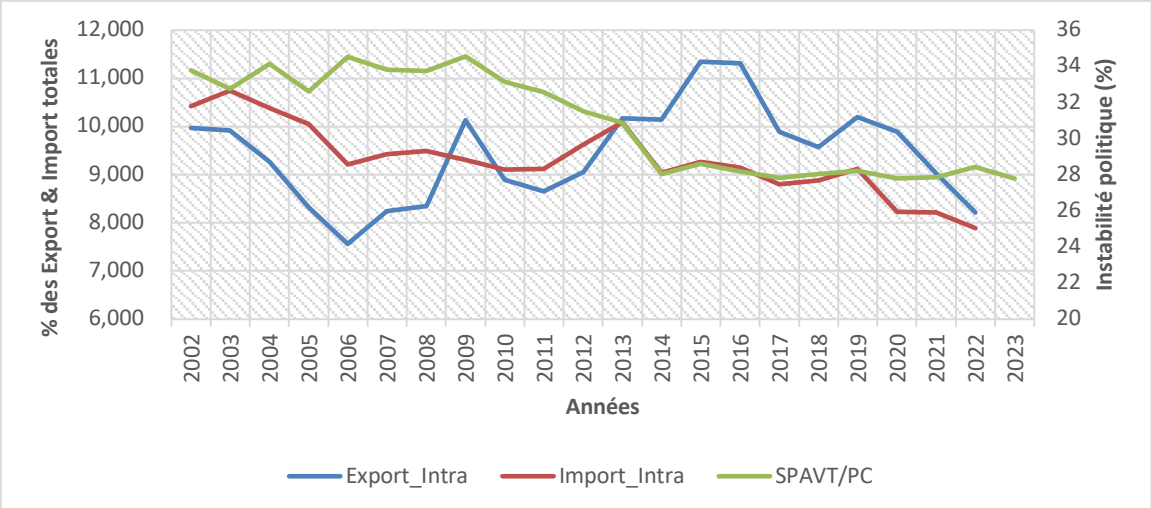
Variables	***Observations***	***Moyenne***	***Écart-type***	***Minimum***	***Maximum***
EXPORT INTRA	990	19,78	16,94	0,007	89,71
IMPORT INTRA	990	23,87	19,62	0,484	87,65
EXPORT B&S	845	28,45	19,87	1,108	166,71
IMPORT B&S	845	38,04	20,16	1,127	191,306
INSPVT_PC	979	8,84	19,78	1,066	212
RULLAW	990	28,91	19,07	0	75
CONFL	990	46,49	27,72	0	97,483
TX_PIBH	978	1,64	4,39	-36,82	27,807
TINFL	929	9,15	25,77	-16,85	557,2
VE	990	37,72	9,27	19,90	60,64

Source : Estimation à partir des données de la Banque mondiale et du rapport de la DDAF (2023)

Pour le taux d'inflation, le score moyen est autour de 9,15, avec un écart-type de 25,7. Cela montre un taux d'inflation élevé, certes, mais accompagné d'importantes disparités entre les pays du continent. Dans ce sens, si le Lesotho et la Libye présentent des taux négatifs de -16,8 % et -9,7 %, le Zimbabwe et le Soudan enregistrent des taux d'inflation respectifs de 557,2 % et 359,09 %, donc les plus élevés sur le continent.

Au regard de la Figure 1, pour le commerce intra-africain, sur la période de 2002 à 2023, les exportations suivent une tendance en légère hausse oscillant entre 8 et 11 %. Quant aux importations, elles suivent une tendance baissière entre 10 et 8 %. Cette situation démontre la faiblesse du commerce intra-africain. Parallèlement, le degré de stabilité politique connaît une tendance baissière fluctuant entre 32 et 35 %, laissant ainsi apparaître une instabilité politique accrue sur le continent. En effet, les exportations et les importations intra-africaines restent globalement faibles et très irrégulières. De 2002 à 2006, une forte baisse aussi bien des importations que des exportations est observée avant la nouvelle reprise progressive du côté des exportations à partir de 2007 jusqu'au pic en 2016. Du côté des importations, une baisse significative est constatée à partir de 2013, passant de 10 % à 8 % en 2023. Pour l'instabilité politique, de 2002 à 2010, elle avait gravité autour de 34 %. Alors qu'à partir de 2011, elle s'inscrit dans une phase descendante en passant de 34 % à 28 %. Ainsi, on constate que l'amélioration de la stabilité politique est accompagnée d'une progression significative du commerce intra-africain, surtout des exportations.

Figure n° 1 : Évolution du commerce intra-africain et de l'instabilité politique sur la période de 2002 à 2023



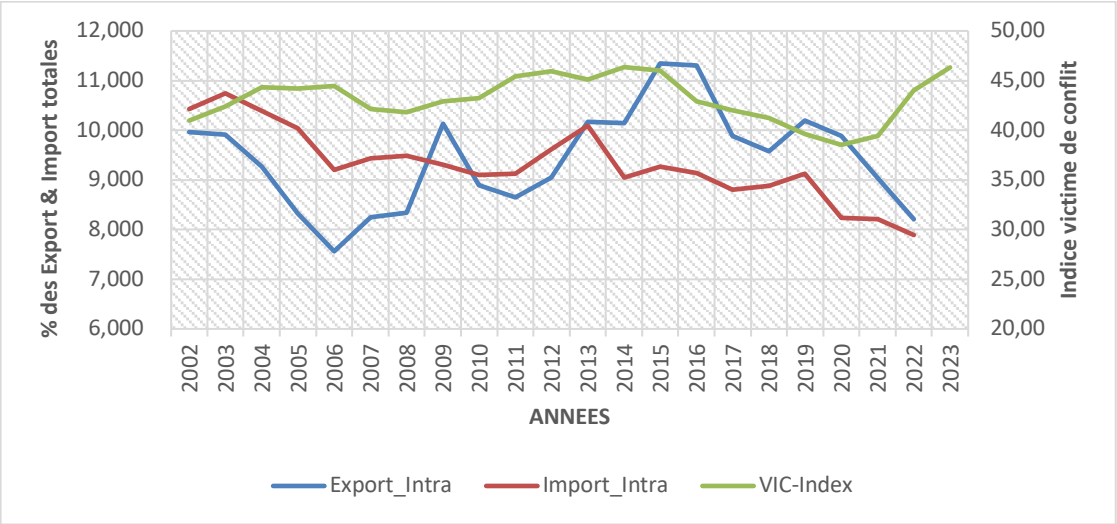
Source : auteur à partir des données de WID

Ainsi, la relation entre instabilité politique et commerce intra-africain n'est pas linéaire. Elle est tantôt procyclique tantôt contracyclique avec le commerce international africain. À partir

de 2019, bien que l'instabilité politique poursuive son recul, les échanges intra-africains diminuent. Suivant leurs tendances, les importations intra-africaines semblent être plus volatiles que les exportations, montrant ainsi un degré de corrélation plus visible entre les importations et l'instabilité politique. Ce décalage pourrait s'expliquer par divers facteurs liés aux chocs exogènes. Toutefois, cette situation montre que, même si la stabilité politique constitue une condition nécessaire à la progression du commerce intra-africain, elle n'est pas suffisante pour garantir son expansion.

Sur la figure 2, l'évolution de l'indice mesurant l'intensité et la fréquence des conflits en Afrique suit globalement une tendance en légère baisse, certes, mais reste élevé et tourne autour de 37 à 48. En effet, de 2002 à 2015, l'intensité des conflits suit une hausse progressive jusqu'à atteindre le pic en 2015. À partir de 2016, un repli est remarqué avant de remonter en 2018 jusqu'en 2023. Suivant leurs interactions, entre 2002 et 2006, la progression de l'intensité des conflits est accompagnée d'une chute du commerce intra-africain. Cette situation est expliquée par le fait que la montée des conflits perturbe la chaîne logistique, empêchant ainsi l'acheminement des produits. De 2007 à 2016, la stabilité des conflits est accompagnée d'une amélioration du commerce intra, surtout des exportations. À partir de 2019, l'augmentation des conflits est accompagnée d'une baisse significative du commerce intra-africain.

Figure n° 2 : Évolution du commerce intra-africain et des conflits en Afrique sur la période de 2002 à 2023



Source : auteur à partir des données de WID

Ainsi, l'évolution simultanée du commerce intra-africain et de l'indice des victimes de conflits entre 2002 et 2023 révèle une interaction marquée entre les dynamiques sécuritaires et les performances commerciales régionales. Le commerce intra-africain, déjà structurellement

faible, oscille entre 7 % et 11 % des échanges totaux, traduisant la difficulté des économies africaines à tirer pleinement profit du marché continental. Or, cette faiblesse apparaît fortement corrélée à la montée ou au recul des conflits armés sur le continent.

3. Résultats et discussions

Après avoir effectué les tests de sur-identification de Sargan et d'autocorrélation de second ordre, les résultats sont conformes aux attentes escomptées. En effet, le test de Sargan ne rejette pas l'hypothèse nulle de sur-identification du modèle, ce qui valide la qualité des instruments. Quant aux tests d'autocorrélation d'Arellano et Bond, ils se sont révélés conformes à l'hypothèse d'absence d'autocorrélation de second ordre. En outre, la matrice de corrélation et les tests de stationnarité étant vérifiés, le tableau 2 ci-dessous présente les résultats de nos estimations.

Tableau N°2 : Résultats de l'estimation GMM en système

Variables	*Modèle (2)*	*Modèle (3)*	*Modèle (4)*	*Modèle (5)*
$Export\ Intra_{t-1}$	**0,520*** (0,032)**	--	--	--
$Import\ Intra_{t-1}$	--	**0,614*** (0,033)**	--	--
$Exportations\ de\ B\&S_{t-1}$	--	--	**0,868*** (0,022)**	--
$Importations\ de\ B\&S_{t-1}$	--		--	**0,620*** (0,025)**
Instabilité politique	**-0,065** (0,024)**	-0,020 (0,019)	**-0,035* (0,020)**	0,002 (0,022)
Victime de conflits	-0,004 (0,034)	**0,075*** (0,020)**	**-0,090** (0,029)**	**-0,080** (0,034)**
Application lois & règlements	**0,130* (0,069)**	**0,091** (0,047)**	**-5,562*** (1,337)**	**-3,467** (1,870)**
Croissance du PIBH	-0,056 (0,084)	**0,090* (0,053)**	**0,318*** (0,056)**	0,092 (0,063)
Taux d'inflation	-0,019 (0,013)	-0,005 (0,009)	0,005 (0,009)	0,004 (0,011)
Vulnérabilité économique	0,066 (0,177)	-0,062 (0,181)	**0,841*** (0,141)**	**0,823*** (0,131)**
Constant	4,107 (6,234)	**2.999* (1,770)**	**-27,00*** (4,515)**	**-14,93*** (4,399)**
Wald-Chi2 *Prob > F*	341,65 (0,000)	389,43 (0,000)	2115,99 (0,000)	769,57 (0,000)
AR (1) *P>Z*	-3,72 (0,00)	-4,31 (0,00)	-2,33 (0,02)	-3,56 (0,00)
AR (2) *P>Z*	0,51 (0,610)	2,54 (0,529)	-1,51 (0,132)	0,98 (0,328)

Source : Estimation de l'auteur

(***), (**) et (*) : significativités respectives aux seuils de 1 %, 5 % et 10 %

Dans le tableau ci-dessus (Tableau 2), les résultats de nos estimations des modèles sont présentés. Concernant le commerce intra-africain, les colonnes (1) et (2) présentent les résultats des modèles (2) et (3) dont les exportations (en % du total des exportations) vers les pays du même continent (Afrique) et les importations (en % du total des importations) provenant des pays du même continent (Afrique) sont nos variables à expliquer. En revanche, les colonnes (3) et (4) exposent les effets de l'instabilité politique et des conflits sur le commerce international, notamment les exportations et les importations de biens et services (en % du PIB).

En effet, sur le commerce intra-africain, les résultats indiquent, d'une part, que l'instabilité politique affecte de façon négative les exportations intra-africaines, tandis que l'application des lois et des règlements affecte positivement ces exportations ; d'autre part, les conflits, l'application des lois et des règlements et la croissance du PIB par habitant affectent positivement les importations intra-africaines. Sur le commerce international, les résultats révèlent que l'instabilité politique, les conflits et l'application des lois et des règlements influencent négativement les exportations de biens et services ; cependant, la croissance du PIB par habitant et la vulnérabilité économique ont des effets positifs sur ces dernières. L'effet positif de la croissance du PIB par habitant est attendu au regard de la littérature économique vu que le niveau de développement d'une économie est déterminant pour son niveau d'intégration et pour le développement de son marché. Quant à l'effet positif de la vulnérabilité économique sur le commerce international, il est discutable. Toutefois, il est démontré dans la littérature qu'un niveau élevé de vulnérabilité expose davantage une économie à la dépendance extérieure, notamment vis-à-vis des pays développés. Ainsi, les effets négatifs de l'instabilité politique sur les exportations intra-africaines et internationales sont attendus au regard des travaux empiriques, notamment dans les conclusions de nombreux travaux (Collier 2007 ; Martin et al., 2008 ; Glick et Taylor, 2010 ; Hashim et Khan, 2015). Ces résultats confirment l'idée selon laquelle l'instabilité politique est un frein à l'essor du commerce entre les pays.

Quant à la variable conflit, son influence négative sur les exportations et les importations de biens et services est confirmée dans la littérature (Collier et al., 2003 ; Blomberg et Hess, 2004 ; Oh et Reuveny, 2010). Toutefois, sur le commerce intra-africain, la présence de conflits ne semble pas empêcher les importations. Cette situation peut être expliquée par la nature des produits importés, constitués essentiellement de produits de base, de produits de substitution aux produits importés du marché international (hors du continent africain), due au

manque de confiance des fournisseurs extra-continentaux. Cette situation peut être également imputable à la croissance du commerce informel transfrontalier, etc. Par ailleurs, les résultats montrent que si l'application stricte des lois et des règlements est favorable au commerce intra-africain, elle affecte de façon négative le commerce international. Cette constatation peut être attribuable à la non-harmonisation ou au non-alignement des textes au niveau du continent africain avec ceux du reste du monde. Notamment, bien que les textes au niveau continental stimulent l'intégration régionale, ils ne sont pas nécessairement alignés sur les textes internationaux au point de promouvoir aisément les échanges commerciaux entre l'Afrique et le reste du monde. En revanche, le taux d'inflation apparaît non significatif sur nos modèles. Les variables retardées des exportations et des importations intra-africaines et internationales apparaissent toutes positives et significatives dans les modèles. Cela peut être expliqué par leurs effets dynamiques dans les pays du continent africain.

Conclusion

Au regard des faits stylisés, il est constaté que le commerce intra-africain est globalement faible. Sur la période de 2002 à 2023, les exportations suivent une tendance en légère hausse alors que les importations s'inscrivent dans une dynamique baissière. Parallèlement, l'instabilité politique et la fréquence des conflits connaissent aussi des tendances baissières, certes, mais ils restent très préoccupants sur le continent africain.

Tout au long de ce travail, il a été question d'analyser les effets de l'instabilité politique et des conflits sur le commerce intra-africain dans le contexte des pays membres de la ZLECAf. Les investigations empiriques entreprises, à partir des données de panel et à travers la méthode des moments généralisés en système, ont permis de confirmer l'hypothèse selon laquelle l'instabilité politique affecte de façon négative les exportations intra-africaines, alors que les conflits affectent positivement les importations intra-africaines. Sur le commerce international, les résultats révèlent que l'instabilité politique et les conflits influencent négativement les exportations de biens et services ; en revanche, les conflits agissent négativement sur les importations de biens et services. Par rapport à la littérature, les résultats obtenus sur les effets de l'instabilité politique sur les exportations intra-africaines et les exportations internationales sont conformes aux conclusions théoriques et empiriques. Dans le même sillage, les effets négatifs des conflits sur les importations internationales sont aussi authentifiés dans la littérature. Cependant, concernant les importations intra-africaines, l'effet positif des conflits sur ces dernières est peut-être expliqué par la nature des produits importés,

constitués essentiellement de produits de base, et le manque de confiance des fournisseurs extra-continentaux dans les contextes de crise et le développement du commerce informel transfrontalier. Par ailleurs, la part de marché appréhendée à travers la croissance du PIB par habitant et le niveau de vulnérabilité économique affectent de façon positive le commerce intra-africain et international. En revanche, à propos des importations de biens et services, l'instabilité politique apparaît non significative. Par rapport à la littérature, ces résultats confirment les conclusions théoriques sur les effets négatifs de l'instabilité politique et de l'insécurité découlant des conflits sur les performances du commerce international. Par ailleurs, l'application des lois et des règlements est favorable au commerce intra-africain, mais elle affecte négativement le commerce international. Dans la même veine, la part de marché appréhendée par le PIB par habitant et le niveau de vulnérabilité économique affectent de façon positive le commerce international, en l'occurrence les importations de biens et services.

En termes d'implications de politique économique, les résultats indiquent que des mesures allant dans le sens de promouvoir la coexistence pacifique et d'instaurer un climat de stabilité politique à travers des mécanismes permettant d'anticiper et de régler les différends entre acteurs favorisent le commerce intra-africain et le commerce international africain.

BIBLIOGRAPHIE

Agbodji, A. (2007). Intégration et échanges commerciaux intra-sous-régionaux : le cas de l'UEMOA. *Revue africaine de l'Intégration, 1*(1), 161-188.

Anderson, J. E., et Van Wincoop, E. (2003). Gravity with gravitas: A solution to the border puzzle. *American Economic Review, 93*(1), 170-192.

Animashaun, M. A. (2020). Democratization Trapped in Electoral Violence: Is Sub-Saharan Africa a Dangerous Place for Democracy? *Contemporary Journal of African Studies, 7*(2), 18-30.

Avom, D. (2007). Intégration régionale dans la CEMAC : des problèmes institutionnels récurrents. *Afrique contemporaine, 2*(222), 199-221.

Balassa, B. (1990). Incentive Policies and Export Performance in Sub-Saharan Africa. *World Development, 18*, 389-391.

Bashir, M. F., Xu, C., Zaman, K., Akhmat, G. et Ikram, M. (2013). Impact of foreign political instability on Chinese exports. *Economic Modelling, 33*, 802–807.

Berman, N., Couttenier, M., Rohner, D., et Thoenig, M. (2017). This Mine Is Mine! How Minerals Fuel Conflicts in Africa. *American Economic Review, 107*(6), 1564-1610.

Blomberg, S. B., et Hess, G. (2004). How Much Does Violence Tax Trade? *The Review of Economics and Statistics, 88*(4), 599-612.

Blundell, R., et Bond, S. (1998). Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models. *Journal of Econometrics, 87*(1), 115-143.

Bussmann, M., et Schneider, G. (2007). When globalization discontent turns violent: Foreign economic liberalization and internal war. *International Studies Quarterly, 51*(1), 79-97.

Collier, P. (1999). On the economic consequences of civil war. *Oxford Economic Papers, 51*(1), 168-183.

Collier, P. (2007). *The Bottom Billion: Why the Poorest Countries Are Failing and What Can Be Done About It.* Oxford: Oxford University Press.

Collier, P., et Hoeffler, A. (1998). On economic causes of war. *Oxford Economic Papers, 50*(4), 563-573.

Collier, P., Elliott, V., Hegre, H., Hoeffler, A., Reynal-Querol, M., et Sambanis, N. (2003). *Breaking the Conflict Trap: Civil War and Development Policy.* Oxford University Press, New York.

Coulibaly, S., et Fontagné, L. (2006). South-south trade: Geography matters. *Journal of African Economies, 15*(2), 313-341.

Cukierman, A., Edwards, S., et Tabellini, G. (1992). Seigniorage and Political Instability. *American Economic Review, 82*(3), 537-555.

De Sousa, J. D., et Lochard, J. (2012). Trade and colonial status. *Journal of African Economies, 21*(3), 409- 439.

Fankem, G. S. (2018). Régime politique et commerce international en Afrique centrale. *Revue d'économie du développement, 26*(1), 139-167.

Feng, Y., Kugler, J., et Swaminathan, A. (2001). The politics of trade policy: Institutions and interests in the developing world. *International Interactions, 27*(4), 419-446.

Fosu, A. K. (2002). Political Instability and Economic Growth: Implications of Coup Events for Sub-Saharan Africa. *American Journal of Economics and Sociology, 61*(1), 329-348.

Fosu, A. K. (2003). Political Instability and Export Performance in Sub-Saharan Africa. *The Journal of Development Studies, 39*(4), 68- 83.

Geda, A., et Kebret, H. (2008). Regional economic integration in Africa: A review of problems and prospects with a case study of COMESA. *Journal of African Economies, 17*(3), 1357-394.

Glick, R., et Taylor, A. M. (2010). Collateral Damage: Trade Disruption and the Economic Impact of War. *Review of Economics and Statistics, 92*(1), 102-127.

Guillochon, B., Peltrault et Venet, B. (2020). Économie Internationale. Dans Dunod (Éd.), *Chapitre 6. Commerce, investissement direct étranger et mondialisation* (pp. 167-199). Malakoff, France.

Hashim, S., et Khan, A. (2015). Impact of Political Instability on Exports (1991-2010): An Empirical Analysis for Pakistan. *Historical Research Letter, 24*, 10- 12.

Helpman, E., Melitz, M., et Rubinstein, Y. (2008). Estimating trade flows: Trading partners and trading volumes. *The quarterly journal of economics, 123*(2), 441- 487.

Kapri, K. (2019). Impact of political instability on firm-level export decisions. *International review of economics and finance, 59*, 98-105.

Leibenstein, H. (1966). Reviewed Work: Shaping the World Economy: Suggestions for an International Economic Policy. J. Tinbergen. *The Economic Journal, 76*(301), 92-95.

Limão, N., et Venables, A. (2001). Infrastructure, geographical disadvantage, transport costs, and trade. *The World Bank Economic Review, 15*(3), 451-479.

Mansfield, E., et Pevehouse, J. (2000). Trade Blocs, Trade Flows, and International Conflict. *International Organization, 54*(4), 775-808.

Mansour, R., et Abida, M. (2022). Les déterminants du commerce international des services aux entreprises : une étude à partir du modèle de gravité. *African Scientific Journal, 3*(15), 852 - 879.

Martin, P., Thierry, M., et Mathias, T. (2008). Make Trade Not War? *Review of Economic Studies, 75*(3), 865- 900.

Morrow, J., Randolph, S., et Tressa, T. (1998). The Political Determinants of International Trade: The Major Powers, 1907-1990. *American Political Science Review, 92*(3), 649-661.

Nickell, S. (1981). Biases in Dynamic Models with Fixed Effects. *Econometrica, 49*(6), 1417-1426.

North, D. C. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance.* Cambridge: Cambridge University Press.

OFE. (2024). La ZLECAf : renforcer les capacités et partager les connaissances pour un développement économique inclusif et durable (éd. Les Éditions JFD inc). Montréal (Québec).

Oh, C. H., et Reuveny, R. (2010). Climatic natural disasters, political risk, and international trade. *Global Environmental Change, 20*(2), 243-254.

Pollins, B. M. (1989). Conflict, Cooperation, and Commerce: The Effect of International Political Interactions on Bilateral Trade Flows. *American Journal of Political Science, 33*(3), 737-761.

Qadri, N., Shah, N., et Nadeem Qureshi, M. (2020). Impact of political instability on international investment and trade in Pakistan. *European Online Journal of Natural and Social Sciences, 9*(2), 283.

Rohner, D. (2018). Économie des conflits : revue de la littérature et guide à l'intention des acteurs de l'aide extérieure. *Revue d'économie du développement, 26*(4), 5-25.

Rohner, D., Thoenig, M., et Zilibotti, F. (2013). War Signals: A Theory of Trade, Trust, and Conflict. *The Review of Economic Studies, 80*(3), 1114-1147.

Strauss, S., et Taylor, C. (2012). Democratization and Electoral Violence in Sub-Saharan Africa, 1990-2008. *APSA 2009 Toronto Meeting Paper*.

Svedberg, P. (1991). The Export Performance of Sub-Saharan Africa. *Economic Development and Cultural Change, 9*(3), 548-566.